

# L'Éveil 46

Journal de la section de Suresnes et Saint - Cloud du parti communiste

## Les 180 milliards d'aide de l'État aux entreprises ne suffisent pas aux patrons.



Jean Louis Cailloux

Ce sont des lanceurs d'alerte singuliers. Alexandre Bompard, le PDG de Carrefour, Rodolphe Saadé, le PDG de CMA CGM, s'inquiétaient dans la presse économique du choc fiscal sur les entreprises. Alexandre Bompard affirmait : « Si j'ai moins de compétitivité, j'investis moins dans les magasins et dans les baisses de prix et je crée moins d'emplois ». Rappelons qu'entre 2018 et 2023, Carrefour a supprimé 2 400 emplois pour "améliorer sa compétitivité". Rodolphe Saadé, redoute lui, une contribution exceptionnelle de 500 millions : « Nous avons besoin d'investir pour être compétitifs et rester parmi les meilleurs mondiaux ». On s'en veut de devoir rappeler qu'entre 2021 et 2022, sa fortune personnelle est passée de 6 à 36 milliards d'euros. Il a dû oublier les cadeaux de l'État aux entreprises : 170 milliards d'Euros par an, la moitié du budget de l'État ! Olivier Schiller, PDG de Septodont, affirme : « Il faut vraiment être patriote pour continuer à investir en France. » Il n'y réalise que 5 % de son chiffre d'affaires... Il y a aussi l'inénarrable Agnès Verdier-Molinié, directrice du machin libéral bidon appelé lfrap, invitée des médias et jamais en retard quand il s'agit de dénoncer les privilégiés:les salariés. Elle alerte, elle aussi : « Revoilà l'égoïsme syndical gréviste. »

Il est temps que les salariés et les citoyens conquièrent de nouveaux droits sur la gestion des entreprises et conditionnent les aides à des objectifs de production porteuses d'emplois.

## Monsieur Boudy : Les agents hospitaliers de l'Ehpad de la Chesnaye ne doivent pas être corvéables à cause de la dette.



Entre 2020 et 2023, la part des Ehpad déficitaires est passée de 27 % à 66 %. L'Ehpad de Suresnes de la résidence La Chesnaye n'y échappe pas. Dans cet établissement en crise financière, la direction choisie par le maire de Suresnes a donc décidé de faire "suer le burnou" au personnel. Les salariées de la résidence La Chesnaye, à Suresnes, ripostent par des actions de grève et subissent la vindicte antisynicale du maire et de sa directrice. Début novembre, la Secrétaire générale de la CGT Sophie Binet est venue apporter son soutien aux salariés de la résidence La Chesnay dont les agents mobilisés réclament une amélioration de leurs conditions de travail et dénoncent le « management sauvage » de la direction de l'établissement. Elisabeth Ornago, secrétaire générale de l'Union départementale des Hauts-de-Seine de la CGT, dénonce des « sanctions abusives » à l'encontre des salariés et des « entraves » aux missions syndicales des représentants du personnel. « D'une manière générale, les conditions de travail sont très mauvaises et le turnover est énorme », insiste la syndicaliste. Des aides-soignantes sont même obligées de faire le travail des infirmières. Cela fait des années que nous tirons la sonnette d'alarme sur la situation des Ehpad privés et publics du département, abonde de son côté Malika Belarbi, responsable du collectif national CGT Santé, elle-même aide-soignante en Ehpad. Les plaintes de familles augmentent, sans parler des fiches d'événements indésirables pour alerter sur le manque de sécurité des résidents. La loi dite du bien vieillir en France est pour l'heure très décevante. Une partie de la solution passerait, selon la CGT, par « une augmentation des effectifs à la hauteur d'un soignant pour un résident ».

## La grève se poursuit aux hôtels Campanile et Première classe.

Pour contester le licenciement de l'une de leurs collègues, des salariés des hôtels Campanile et Première Classe à Suresnes (Hauts-de-Seine) manifestent quotidiennement devant les établissements hôteliers depuis le 19 août 2024. Ils demandent également une augmentation des salaires et des primes exceptionnelles liées au travail dû aux Jeux olympiques. En août 2024, une salariée des hôtels Campanile et Première Classe du groupe Louvre Hôtel, situés à Suresnes (Hauts-de-Seine), avait été licenciée pour abandon de poste, alors qu'elle était rentrée en retard de ses congés payés dû à une perte de papiers. « Elle est partie en vacances, fin avril, au Mali, où elle a perdu ses papiers, ce qui a compliqué son retour pour deux mois », a expliqué Élisabeth Ornago, secrétaire générale de l'union départementale des Hauts-de-Seine de la CGT. La direction du groupe Louvre Hôtels a évoqué « une absence injustifiée de deux mois ». La salariée aurait pourtant prévenu les représentants du personnel, ont affirmé ses collègues. Les salariés ont d'autres revendications. « Nous demandons des augmentations de salaires et des primes exceptionnelles », a déclaré Kande Tounkara, élu CSE CGT. La situation reste, à ce stade, inchangée.

## Cité jardins: Que vont devenir les familles de locataires actuelles ?

Hauts-de-Seine Habitat a lancé une consultation pour une mission de maîtrise d'œuvre relative aux travaux de réhabilitation thermique de plus de 800 logements. Certains ne posent pas de problème puisque le relèvement thermique se pose à l'extérieur des bâtiments. Pour d'autres, il s'agit d'une rénovation lourde avec revêtement thermique intérieur en milieu vide d'habitants. Il s'agit de 17 immeubles collectifs et 523 logements situés avenue Aristide Briand. La réhabilitation concerne la restructuration des plateaux de logements. « Les performances acoustiques et thermiques seront optimisées par la réalisation d'une isolation thermique par l'intérieur et la pose de chapes acoustiques », indiquent les documents de marché. Il s'agit d'une rénovation à vide ! **De nombreuses questions légitimes sont donc posées qui concernent** 1) L'avenir des locataires : dans quelles conditions seront-ils relogés à l'occasion de cette rénovation? Le seront-ils prioritairement dans des logements aux cités jardins? Se verront-ils proposer un seul choix ? Une fois la rénovation effectuée, seront-ils prioritaires pour réintégrer leur ancien logement? Avec quel loyer ? 2) l'avenir des bâtiments rénovés: resteront-ils dans le patrimoine des logements sociaux ?



**Mobilisez-vous pour défendre vos intérêts !  
Prenez contact avec :**

[pcf.suresnes@wanadoo.fr](mailto:pcf.suresnes@wanadoo.fr)

## Une mauvaise odeur de parfum

Le Musée de Suresnes (MUS) a inauguré une nouvelle exposition Suresnes, ville de parfumeur, en présence du Maire Guillaume Boudy.

L'occasion de retracer l'histoire des grands noms du parfum, que les berges de la Seine ont vu naître au siècle dernier. comme en témoigne les bâtiments actuels qui date de 1938.

Nous espérons que cette exposition ne ne passeras pas sous silence le rôle du parfumeur Coty admirateur de Mussolini et propriétaire du Figaro et du Gaulois, acteur des ligues d'extrême droites Nationaliste, antiparlementaire, anticommuniste et xénophobe, mettant à contribution sa grande fortune personnelle pour subventionner diverses organisations avant de fonder son propre mouvement fasciste, la ligue Solidarité française.

Coty n'est pas le seul dans cette mouvance politique, on y trouve aujourd'hui Marionnaud qui a rejoint Marine Le Pen, et Jean-Paul Guerlain qui s'était illustré par ses propos racistes.

## Suresnes : le capital d'un plombier escroc saisi par la justice ?

Le parquet général de la cour d'appel de Rennes a requis, mercredi 30 octobre 2024, la saisie d'un appartement situé route des Fusillés de la Résistance, à Suresnes (Hauts-de-Seine), appartenant à « la tête » d'un réseau de faux plombiers-serruriers. Ce petit capitaliste prédateur facturait le travail à des prix exorbitants. Déjà condamné à quatre ans de prison il s'était aussi vu confisquer sa BMW d'une valeur de 48 000 euros. Au total, 4,8 millions d'euros auraient transité sur les comptes de ce personnage, selon l'accusation, dont 1,2 millions ont effectivement été perçus par lui. Le montant du chiffre d'affaires reconstitué par les enquêtes s'élèverait à plus de 7,2 millions d'euros. Les impôts et l'URSSAF n'avaient pour leur part jamais vu la couleur des cotisations. Le parquet de Saint-Nazaire a estimé que ces saisies n'étaient pas suffisantes et, ce mercredi 30 octobre 2024, l'avocate générale a donc requis la confiscation de son appartement estimé à 510 000 euros et de « deux assurances-vie » pour un montant total de plus de 180 000 euros. Au regard de cette affaire, la justice ne doit-elle pas aussi s'attaquer au crime de l'évasion fiscale qui se monte à 100 milliards d'euros?

# Les votes au Parlement dévoilent l'ADN profondément pro-patronat et pro-riches des élus du parti d'extrême droite de Le Pen et Bardella.

Au Parlement, dans le cadre du débat parlementaire sur le budget, les 125 députés du Rassemblement national ont ajouté leurs voix à celles des quatre groupes de la coalition gouvernementale, de l'UDR présidée par Éric Ciotti et d'une partie du groupe Liot et ont voté contre la partie « recettes » du projet de loi de finances. Seulement 192 députés, principalement issus du Nouveau Front populaire, ont voté pour ce texte. Avant même l'examen du texte, le chef de file des députés RN sur les questions économiques a présenté un « contre-budget » d'inspiration macroniste. Soit 130 propositions, déclinées en amendements, qui s'inscrivent dans la logique du texte porté par Michel Barnier : baisses accentuées des subventions aux collectivités locales, des aides au développement et des impôts de production, suppression de 2 000 postes d'enseignants, suppression de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), baisse des « charges patronales » (sic). Le tout sans aucune remise en cause des coupes dans les dépenses publiques. Lors des débats, le RN s'est ensuite le plus souvent allié avec la Macronie et LR afin de s'opposer à une meilleure redistribution des richesses, en particulier contre la réintroduction de l'impôt sur les grandes fortunes (ISF) et contre la création de la taxe Zucman imposant à hauteur de 2 % les patrimoines supérieurs à un milliard d'euros. Les élus d'extrême droite se sont aussi opposés à une hausse des cotisations vieillesse sur les revenus de plus de 4995 euros après impôts. Pour les lepénistes, mieux vaut donc protéger le moindre euro pour une minorité de bien lotis que de permettre à tous de ne pas travailler deux ans de plus. Quant aux parents isolés, les parlementaires RN se sont abstenus ou ont voté contre un amendement pour « défiscaliser la pension alimentaire au bénéfice du parent qui la reçoit », soit les mères, dans 80 % des cas. Jordan Bardella s'est fendu d'une tribune dans Le Figaro. Un appel à « déverrouiller les freins à la croissance » ouvertement inspiré des travaux de l'Ifrap – fondation néolibérale dirigée par Agnès Verdier-Moligné qui mène la guerre contre les dépenses publiques et l'imposition des entreprises. Le président du RN se positionne alors contre toute hausse de taxe ou d'impôts sur les plus riches et les entreprises. La ligne est tracée : en séance, les parlementaires d'extrême droite votent contre l'amendement Modem. Ces suffrages correspondent à l'évolution du projet économique du RN ces derniers mois. Déjà contre la hausse des salaires ou le blocage des prix et des loyers, le Parti a aussi abandonné la baisse de la TVA sur les produits de première nécessité, une de ses rares mesures pour le pouvoir d'achat. En septembre,

le RN a publié un nouveau « livret entreprise » que l'on pourrait croire rédigé par le Medef tant il place la « compétitivité » au-dessus de tout, en prônant la suppression de nombreuses normes et d'impôts.

## LE RN: UN PARTI EN VOIE DE NORMALISATION



## Non au traité commercial Mercosur

Depuis plus de vingt ans qu'il est en négociation, vous avez sans doute déjà entendu son nom, même si comme pour chaque traité de libre-échange l'opacité est la règle. Le traité UE-Mercosur (Brésil, Argentine, Paraguay et Uruguay) revient ces jours-ci dans l'actualité et pourrait s'incruster pour de bon dans nos quotidiens puisque la Commission européenne comme une partie des États membres sont bien décidées à le voir aboutir. Peut-être même dès le prochain G20 prévu à partir du 18 novembre.

Mise en concurrence forcenée des agriculteurs dont nombre d'exploitations risquent de mettre la clé sous la porte, émissions de CO2 et déforestation accrues, viandes au antibiotiques et pesticides interdits en Europe qui pourraient s'inviter dans nos assiettes...

Ses conséquences sont pourtant délétères. À tel point, que même Emmanuel Macron s'est prononcé contre voilà quelques années mais sans passer aux actes pour empêcher concrètement le processus d'aller à son terme. Aujourd'hui, alors qu'il doit rencontrer Ursula von der Leyen, c'est le premier ministre Michel Barnier qui est au pied du mur alors que les agriculteurs s'apprêtent à reprendre la rue pour s'y opposer et que plus de 600 parlementaires qui estiment derrière le député communiste André Chassaigne estiment dans une tribune commune que « les conditions ne sont pas réunies ».

# Imposer une alternative à l'austérité européenne.

Le 8e Forum européen des forces de gauche, progressistes et écologistes s'est réuni à Budapest du 8 au 10 novembre 2024 avec des représentants de 115 organisations venant de 38 pays. Ce Forum est organisé chaque année sur proposition du Parti de la gauche européenne. Pour la première fois, le forum se réunissait dans un pays d'Europe centrale et orientale, en Hongrie, alors que Victor Orban préside l'UE pour le 2e semestre 2024, ceci pour affirmer notre solidarité avec les acteurs sociaux et politiques qui luttent contre le pouvoir d'extrême droite d'Orban qui veut faire de la Hongrie un laboratoire de toutes les régressions en Europe. Des forces hongroises, politiques et syndicales, ont activement pris part aux travaux du Forum. Il faut également saluer la présence de syndicats et de forces politiques de Serbie et de Croatie. Le Forum de cette année ouvre donc de nouvelles perspectives de coopération avec les forces progressistes d'Europe centrale et orientale. Par ailleurs, le Forum de cette année a été marqué par un investissement et une présence renforcée de la CES (Confédération européenne des syndicats). Il s'agit de l'une des principales nouveautés. La CES propose d'élaborer une campagne européenne contre le retour des politiques d'austérité mises en œuvre par la nouvelle Commission européenne, qui va aggraver les phénomènes de récession et de désindustrialisation en Europe. Le Forum a donc ouvert de nouvelles perspectives de travail en commun contre l'austérité européenne. Il reste désormais à les exploiter et à les concrétiser, en appliquant la feuille de route qui y a été décidée. La paix fut évidemment un point absolument

central du Forum, à la fois pour exiger une solution politique aux conflits en cours, mais aussi pour évaluer les conséquences de l'élection de Trump à la Maison Blanche. Les classes dirigeantes européennes n'ont désormais plus à la bouche que l'autonomie

et des mouvements de paix. 2025 marquera les 50 ans de l'adoption de l'acte final de la Conférence d'Helsinki. Il faudra s'en saisir, pour dire que ce qui fut possible en pleine Guerre froide l'est encore aujourd'hui, en commençant par exiger une solution



La délégation Française

stratégique de l'Europe. Mais une véritable autonomie stratégique impose des ruptures avec la politique de l'UE : par exemple en agissant en toute indépendance de l'OTAN, bras armé des USA, pour travailler à la construction d'un espace européen de sécurité collective qui refuse les logiques de blocs ; cela implique également de s'opposer aux traités de libre échange et de porter l'exigence d'accords commerciaux de type nouveau, mutuellement bénéfiques pour les peuples. Le Forum a décidé de soutenir la proposition d'une conférence européenne pour la paix, qui devra être organisée en 2025 avec la participation des forces politiques, syndicales, citoyennes

politique et diplomatique à la guerre en Ukraine. Bien évidemment, il y eut des débats, des désaccords exprimés lors de ces trois jours. L'urgence de reconstruire une gauche de transformation sociale universaliste, portant les exigences communes à l'ensemble du monde du travail pour le bénéfice du plus grand nombre, face aux tendances à la communautarisation, n'est qu'en plus aiguë. C'est aussi l'une des leçons de l'élection de Trump. L'heure n'est pas à se lamenter, mais à agir.

## Avec le PCF je passe à l'action !

- \_\_\_\_\_ **J'adhère au Parti Communiste Français**
- \_\_\_\_\_ **Je souhaite recevoir l'Éveil numérique**
- \_\_\_\_\_ **Je souhaite recevoir les informations générales du PCF**

**Nom :** ..... **Prénom :** .....  
**Adresse :** .....  
**Courriel :** ..... **Tél. :** .....

**À retourner : PCF Espace Pagès 42 bis rue de Verdun 92150 Suresnes**  
Tél : 06 44 74 40 87  
Courriel : pcf.suresnes@wanadoo.fr ou PCFSuresnes@gmail.com